

Cette langue qu'on assassine

Gilles Dorion

Numéro 16, novembre 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/56861ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dorion, G. (1974). Cette langue qu'on assassine. *Québec français*, (16), 10-10.

éditorial

cette langue qu'on assassine

Si nous avons à nous réjouir de la prise de conscience plus accusée des questions linguistiques et pédagogiques par les professeurs de français, au cours des deux dernières années, il n'en va pas de même des circonstances exceptionnellement dramatiques qui y ont présidé.

Le Plan de développement de l'enseignement des langues

Le plan de développement de l'enseignement des langues, inspiré directement par les conclusions du rapport de la Commission Gendron, était fondé sur des conceptions spacieuses. Qu'on se souvienne des arguments invoqués dans l'avant-propos du Plan : impossible à un francophone de survivre dans le contexte nord-américain anglo-saxon sans posséder une connaissance suffisante de l'anglais ; impossible à un anglophone de communiquer avec le groupe francophone sans une connaissance suffisante du français. Cette notion « fédéraliste » du problème linguistique accentuait encore la question cruciale de la dualité des langues au Québec. Elle faisait une **obligation** aux francophones de posséder la connaissance suffisante de l'anglais, sinon le risque — c'est le terme même de cet avant-propos fallacieux — était grand de courir à une mort certaine. Tout cela se tient peut-être dans l'optique du « melting pot » américain et dans celle du plan **canadien** de bilinguisme. Cependant, le bloc francophone québécois se doit de rejeter de semblables prémisses, car elles conduisent à une assimilation désastreuse dans un proche avenir.

Le « bill » 22

L'AQPF frappait juste quand elle dénonçait dans ce plan, malgré les dénégations du ministre de l'éducation, une amorce de politique linguistique globale, biaisée par un éventuel plan de perfectionnement des maîtres de français qui péchait dans ses assises mêmes. Le funeste « bill » 22 est venu, hélas ! confirmer nos appréhensions les plus pessimistes. La conception de ce bill — devenu une loi — repose sur le principe de l'**égalité** des droits linguistiques de la majorité numérique francophone et de la minorité de l'« establishment » anglophone. Comment une telle aberration a-t-elle pu être possible ? La proclamation du français langue officielle devient ainsi un leurre, car l'ensemble de la loi non seulement réaffirme les droits de la minorité anglophone — les quelques rares droits conférés par l'AANB — mais encore les étend à tous les domaines de l'activité québécoise, en lui en accordant plus d'une quinzaine d'autres. La langue française, qui était déjà en état d'agression quotidienne par les interférences constantes de l'anglais, verra son agonie raccourcir d'autant.

Une agression continue

« Dans un milieu de bilinguisme, il n'y a pas de **coexistence**, il n'y a qu'une **agression** continue de la langue du groupe majoritaire. » (Fernand Ouellette). La présence de

plus en plus envahissante de l'anglais le confirme. On nous assassine à chaque jour. Nos oreilles entendent tinter les mots anglais sur la rue, au garage, au cinéma, à la radio, dans notre milieu de travail ; nos yeux s'habituent inconsciemment aux imprimés bilingues — ne serait-ce que ceux du gouvernement et en particulier du ministère de l'éducation —, on nous impose une façon de penser et de vivre fondée sur la mentalité anglo-saxonne. Ce bilinguisme, qui s'est introduit parfois subrepticement, parfois au grand jour, dans nos institutions, contribue à la désintégration quotidienne de notre langue. Bien plus, il l'avilit outrageusement en obligeant le Québécois francophone à abâtardir sa langue par l'intrusion de mots anglais, par la modification de ses structures syntaxiques, par l'usage inconscient d'un jargon hésitant entre les schèmes de pensée française et anglaise. Cette langue qu'on assassine lentement, mais à coup sûr — qu'y a-t-il de plus définitif qu'un assassinat ? — se défend bien piètrement contre ses agresseurs. Bien plus — et c'est le paradoxe le plus effrayant auquel on aurait pu songer — le gouvernement du Québec, soutenu, encouragé et continuellement soumis au chantage éhonté du groupe minoritaire anglophone, se fait le complice de cet assassinat collectif. Ce génocide est-il moins grave que celui du Biafra, du Vietnam, du Bengla-Desh ? Non, mais il est plus subtil, plus raffiné. On nous assassine avec le sourire, un sourire qui laisse pointer des canines... anglophones !

La romanisation du bassin méditerranéen, aux premiers siècles de notre ère, nous a fourni de nombreux exemples d'assassinats collectifs au niveau de la langue. Combien d'auteurs écrivant en latin — mais qui lit le latin, de nos jours ? — ont confirmé ces faits de l'histoire. Du jour où les peuples colonisés ont **subi** le bilinguisme, leur langue a commencé à disparaître.

Qui est responsable ?

Le ministre de l'éducation n'a-t-il pas eu l'audace — car il en faut une bonne dose ! — d'affirmer devant les professeurs de français réunis à Montréal lors du colloque sur la psycholinguistique et la sociolinguistique, que les principaux responsables de l'enseignement du français au Québec étaient les professeurs de français. C'était, en peu de mots, se laver les mains « bien proprement » de la responsabilité primordiale de l'État en cette matière. Quand il renchérit en doutant de la capacité du français à traduire les réalités techniques de notre monde technologique, il tenait encore le couperet au-dessus de nos têtes.

L'heure de l'intolérance

Quousque tandem abutere patientia nostra ? Oui, jusques à quand pourrons-nous tolérer qu'on nous outrage, qu'on nous agresse, qu'on nous blesse, qu'on nous assassine ? Allons-nous nous réveiller, à la fin ? Ce cri, venant du plus profond de notre être individuel et collectif, devrait nous amener non pas à continuer de nous défendre, bien faiblement comme depuis quelques siècles, mais à contre-attaquer avec l'énergie de l'individu traqué dans sa maison par des assassins, condamné à une mort certaine. Pour paraphraser une phrase célèbre, on pourrait s'écrier : Le Québec doit être agressif, ou il ne sera pas ! Il ne nous est plus permis d'être tolérants. L'heure de l'intolérance a sonné. Si c'est être fanatiques que de défendre cette langue qu'on assassine et de partir à sa reconquête, eh ! bien, nous sommes heureux de l'être.

Gilles Dorion
Président de l'A.Q.P.F.